

Bulletin d'histoire politique

Les idéologies québécoises au début du XXI^e siècle : bilan d'un renouvellement accéléré du paysage politique (2000-2021)

Guillaume Lamy



Volume 30, numéro 3, printemps 2023

Le nouveau clivage idéologique du Québec au début du XXI^e siècle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1101961ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1101961ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lamy, G. (2023). Les idéologies québécoises au début du XXI^e siècle : bilan d'un renouvellement accéléré du paysage politique (2000-2021). *Bulletin d'histoire politique*, 30(3), 15-42. <https://doi.org/10.7202/1101961ar>

Résumé de l'article

Cette contribution propose un survol du renouvellement des idéologies politiques au Québec au début du XXI^e siècle. Elle insiste sur les ruptures et les transitions des sujets dans les controverses publiques à partir de l'analyse de 33 périodiques québécois actifs de 2000 à 2021. Cette analyse met en lumière l'installation de nouveaux thèmes qui servent de lignes de fractures dans le paysage politique québécois du tournant du siècle jusqu'à la pandémie de coronavirus. Il en ressort un renouvellement de la gauche à partir des idées antiracistes, décoloniales et environnementales ; une résurgence du conservatisme et du nationalisme par la promotion d'une laïcité non libérale ; un rebond du féminisme à partir d'une variété de thèmes allant du consentement à la pensée queer ; une émergence de mouvances hétéroclites d'extrême droite ; une pénétration marquante de la pensée autochtone dans l'espace public et la genèse des idées antisécistes.

Les idéologies québécoises au début du XXI^e siècle : bilan d'un renouvellement accéléré du paysage politique (2000-2021)

GUILLAUME LAMY

Candidat au doctorat en science politique, UQAM

Résumé

Cette contribution propose un survol du renouvellement des idéologies politiques au Québec au début du XXI^e siècle. Elle insiste sur les ruptures et les transitions des sujets dans les controverses publiques à partir de l'analyse de 33 périodiques québécois actifs de 2000 à 2021. Cette analyse met en lumière l'installation de nouveaux thèmes qui servent de lignes de fractures dans le paysage politique québécois du tournant du siècle jusqu'à la pandémie de coronavirus. Il en ressort un renouvellement de la gauche à partir des idées antiracistes, décoloniales et environnementales; une résurgence du conservatisme et du nationalisme par la promotion d'une laïcité non libérale; un rebond du féminisme à partir d'une variété de thèmes allant du consentement à la pensée queer; une émergence de mouvances hétéroclites d'extrême droite; une pénétration marquante de la pensée autochtone dans l'espace public et la genèse des idées antispécistes.

Mots-clés

Idéologies au Québec, politique québécoise, controverses publiques, idées politiques, laïcité

Du début de notre siècle jusqu'à la pandémie de coronavirus, l'équilibre des forces politiques au Québec s'est restructuré à un rythme tel qu'une quantité de nouvelles données sont venues brouiller les analyses qui

étaient alors les plus simples et les plus partagées à l'égard des rivalités politiques au Québec. C'est en fonction de ce paysage considérablement renouvelé que les spécialistes des idées et des mouvements politiques réunis dans ce numéro ont rempli de nouvelles fiches pour s'assurer de maintenir à jour le répertoire des idéologies politiques au Québec.

Mis bout à bout, les événements les plus notables survenus lors des vingt premières années du XXI^e siècle auraient tout pour rendre incrédules les observateurs politiques les plus aguerris du siècle précédent. Qui aurait cru, en effet, au lendemain du référendum de 1995, que le Bloc québécois serait rayé de la carte au profit d'un raz-de-marée de soixante sièges néo-démocrates avant que cet autre bloc, orange, ne s'évapore aussi rapidement; que d'anciennes vedettes de la gauche progressiste autrefois championnes de la diversité comme Robert LePage et Janette Bertrand seraient accusées de propager le racisme; qu'au moins une dizaine de foyers d'extrême droite s'appropriant le drapeau des patriotes organiseraient des manifestations à répétition sur plus d'une décennie; que cette coquille vide qu'était alors le Parti conservateur du Québec serait récupérée par un populiste de droite identitaire, ouvertement gai et défavorable aux revendications homosexuelles¹, afin de réunir des libertariens et des adeptes de la gauche *New Age* dans une coalition vaccinosceptique²; que le Parti libéral et le Parti québécois réussiraient, deux élections de suite, le pire score de leur histoire; que le thème endormi qu'est la religion au Québec se réveillerait pour devenir la source de la plus longue et virulente controverse identitaire depuis les lois linguistiques des années 1960 et 1970³; que tous les partis sans exception, même au fédéral, reconnaîtraient la nécessité d'un renforcement du français au Québec et au Canada⁴? Quiconque aurait prédit de telles choses en l'an 2000 aurait été rangé dans le camp des émules de Nostradamus à qui il ne faut accorder aucun crédit. Pourtant, tout cela s'est bien produit et montre que le système gravitationnel des idéologies québécoises a été traversé par des super-événements locaux et internationaux qui obligent en effet à brosser un nouveau bilan au début de notre siècle.

La réputation des mots

Dans les régimes parlementaires où la violence politique est illégale, les luttes pour le pouvoir et l'influence persistent, mais sont verbales. Si le contenu des lois et les décisions économiques demeurent des objectifs indépassables, il ne faudrait jamais négliger que c'est au cœur du langage commun que se cachent aussi les plus précieuses ressources pour orienter le destin d'une population.

À ce titre, il ne s'agit pas seulement de choisir entre des langues d'usage, comme l'anglais ou le français, mais de déterminer ce qui peut être dit en so-

ciété, à l'aide de quels termes, de quelles images et références, de quels récits, par quelle manière et avec quelles émotions. Comment expliquer la quantité de débats identitaires des vingt premières années du XXI^e siècle québécois où se sont succédé des concepts plus subversifs les uns que les autres – *culture du viol, appropriation culturelle, racisme systémique, racisme anti-blanc, woke, mot-en-n, spécisme, territoires non cédés, iel, privilèges blancs* – autrement que par une guérilla verbale entre des groupes politisés pour nommer la réalité et imposer ce vocabulaire aux générations suivantes? La concurrence à laquelle se sont livrées les factions politiques du Québec lors des vingt premières années du nouveau millénaire a été marquée par un phénomène qui résume bien le bruit de son époque: la politisation du langage.

Bien plus qu'un moyen de communication, la langue est l'ADN du lien social. Elle a pris des décennies sinon des siècles à se développer en procédant à une sélection de mots, d'idées, d'expressions et de définitions. Une profusion de luttes antérieures sont venues se câbler dans la génétique de la langue qu'utilisent les Québécois. Certaines d'entre elles ont réussi et d'autres échoué à donner du poids aux mots, ou mieux encore, à leur accoler une réputation. C'est pourquoi toute cartographie des idéologies gagne à tenir compte de cet objectif qui est de façonner le langage en procédant à sa politisation ou en y résistant.

Lors d'une concurrence politique, qui refuserait en effet d'imposer à l'adversaire un corset qu'il ne pourrait enlever même lors de ses interventions les plus élémentaires, c'est-à-dire lorsqu'il parle? Cette simple question permet de dévoiler que le langage a été, et demeure, un territoire convoité où s'enchevêtre une quantité de décisions politiques invisibles et inaudibles pour ceux qui l'utilisent, mais qui ont bien eu lieu.

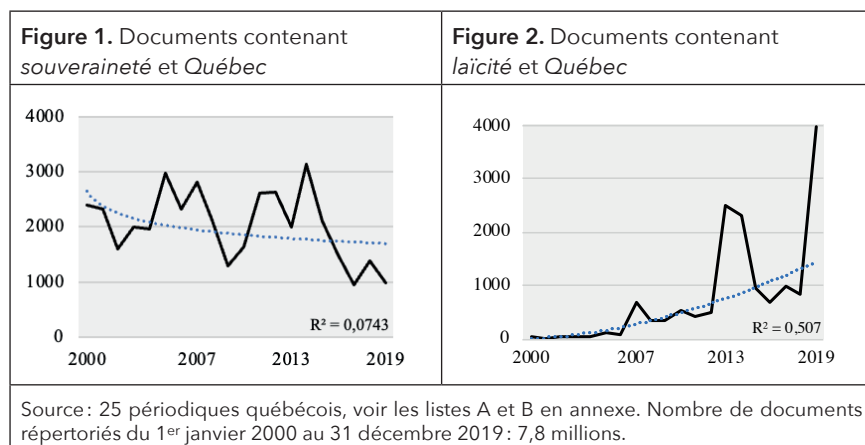
Suivre les traces de l'évolution des sensibilités

En plus d'avoir été le théâtre d'un renouvellement accéléré des clivages politiques, les deux premières décennies du XXI^e siècle ont aussi été celles du progrès constant de la numérisation des archives écrites. Une quantité toujours croissante de périodiques québécois sont désormais accessibles et de manière centralisée dans quelques super-bases de données⁵ et cela permet de sonder plus facilement que jamais une portion de cette abstraction controversée qui porte le nom d'opinion publique. Sans que ces répertoires soient parfaits, ils permettent, dans une démarche historiographique, d'illustrer quand des sensibilités font leur apparition dans le langage écrit d'une société, qui en parle et quels thèmes gagnent en popularité ou en perdent avec le temps. Aussi, en mettant dos à dos divers éléments de langage, il devient même possible de remonter à la naissance des nouvelles polarisations auxquelles les versions antérieures d'une même société ne pensaient même pas.

Quelles sont donc ces nouvelles fractures qui ont été aménagées par l'agitation politique au Québec lors des deux premières décennies de notre siècle? Quel groupe a vu gonfler ses forces vives et quels sujets leur donnent des ailes?

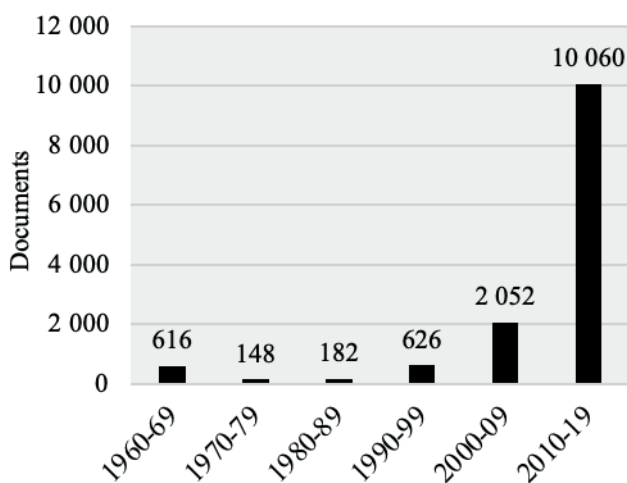
Deux nouveaux clivages et l'ancien

Les clivages politiques⁶ sont les cicatrices, les rides et autres sillons qui ont creusé le relief du visage du Québec. Ces fossés, il est possible de les détecter et d'en sonder les profondeurs à l'aide d'une question générique: entre amis, en famille, au travail, quels sujets faut-il taire pour éviter de mettre le feu aux conversations? Au fond, quels thèmes menacent la paix sociale et réussissent sur le moyen terme à réhomogénéiser sur de nouvelles bases les groupes que sont les partis, les associations et les clubs politiques?



Au début du XXI^e siècle, le tabou des soupers de famille qu'était autrefois l'indépendance du Québec a perdu de ses propriétés incendiaires comme le montrent les **Figures 1 et 2** au profit d'un terme qui était jusque-là réservé au Mouvement laïc québécois qui militait entre autres pour l'abolition de la prière lors des conseils municipaux⁷ et à quelques spécialistes des sciences des religions⁸. Élitiste et réservé à de rares lettrés, le terme «laïcité» n'avait pas emménagé dans le langage courant des Québécois avant que ne surviennent la crise des accommodements raisonnables en 2006, le code de vie d'Hérouxville et la commission Bouchard-Taylor en 2007.

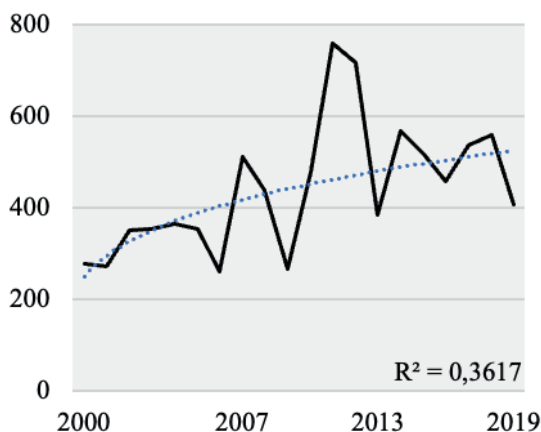
Figure 3. Textes traitant de laïcité dans
18 périodiques québécois de 1960 à 2019



Source: 18 périodiques québécois ont publié des textes de manière continue de 1960 à 2019, voir les listes B, C et D en annexe

On aurait tort également de croire que l'emploi de ce mot a été généralisé auparavant, par exemple durant les années 1960. Comme le montre la **Figure 3**, si l'on observe en effet une première petite éruption de ce vocabulaire dans la foulée de Vatican II et du rapport Parent, il était le propre de quelques courants réunis dans le Mouvement laïc de langue française (MLLF), comme des militants du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et des contributeurs aux revues intellectuelles émergentes comme *Parti pris*, *Cité libre* et *Maintenant*, c'est-à-dire d'une élite littéraire et universitaire et de petits regroupements politiques de cette époque. Une fois le rapport Parent déposé, tous ces groupes seront dissous: le RIN et *Parti pris* en 1968, le MLLF en 1969, *Cité libre* en 1972 et *Maintenant* en 1975. Le vocabulaire laïcisant propre à ces groupes s'effondre par le fait même. Durant les années 1970 et 1980, il n'y a plus que le Mouvement laïc québécois (MLQ) fondé en 1981 et son ancêtre, l'Association québécoise pour le droit à l'exemption de l'enseignement religieux (AQADER)⁹ fondée en 1976, pour employer ce terme régulièrement jusqu'en 1995 alors que commence, en effet, un petit débat au sujet de la laïcité, connu sous le nom de la commission Proulx et de son rapport (1995-1999)¹⁰. Mais là aussi, le débat est réservé aux cercles restreints des militants laïcs et au monde des syndicats scolaires¹¹; et surtout, il n'a pas la synergie d'une controverse majeure telle que ce sera le cas à partir de 2007.

Figure 4. Documents contenant *gauche* et *droite* et *politique* et Québec



Source : 25 périodiques québécois, voir les listes A et B en annexe.

Comme l'illustre la **Figure 4**, l'autre clivage gagnant en popularité, mais avec moins d'évidence, repose sur le contraste gauche-droite. Si on en retrouve quelques usages depuis les années 1960¹² (essentiellement de la part des syndicats de travailleurs ou d'étudiants pour qualifier des idées et politiques se rapprochant de celles du patronat¹³), depuis le XXI^e siècle, cette polarité a effectivement débordé des marges intellectuelles et syndicales qui en avaient jusque-là l'exclusivité.

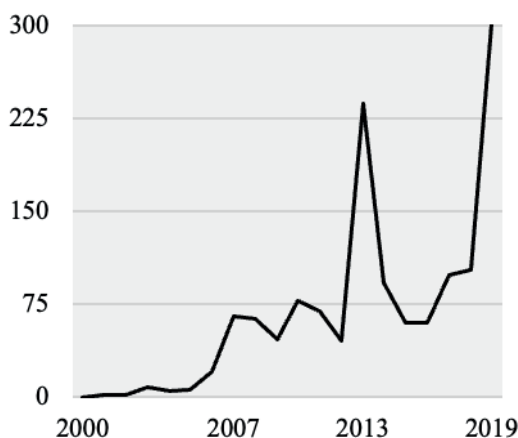
Divers sujets liés au Parti libéral de Jean Charest comme sa « réingénierie » de l'État en 2003¹⁴, la hausse des droits de scolarité en 2012, ainsi que la rigueur budgétaire de Philippe Couillard en 2015, sans oublier les propositions de l'ADQ de Mario Dumont attaquées par des visages connus du marxisme et du socialisme québécois¹⁵, ont fait progresser cet outil verbal qu'est l'opposition entre la gauche et la droite au Québec.

À l'extérieur de la politique des partis, une liste de mobilisations et de débats publics ont également permis de constater l'accentuation de cette rivalité qui gagne en popularité. Pour ne nommer que les collisions les plus importantes, il est pertinent de rappeler : le Sommet des Amériques à Québec en 2001 opposant les altermondialistes au libre-échange continental de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), les Lucides contre Solidaires en 2005¹⁶, l'affrontement sur plus d'une décennie entre les *think tanks* que sont l'Institut de recherche et d'information socio-économiques à gauche et l'Institut économique de Montréal à droite¹⁷, *Occupy Wall Street* contre la Bourse de Montréal en 2011, sans oublier les carrés rouges contre les carrés verts en 2012.

Cette superposition des clivages politiques au Québec entre la droite, la gauche, l'identité et la question de l'indépendance a donné vie à des collaborations interpartisanes inédites. Le Bloc québécois étant devenu indirectement le défenseur des politiques caquistes à Ottawa (principalement pour les lois 21 et 96) et les affinités politiques sont plus qu'évidentes entre les militants du Nouveau parti démocratique (fédéraliste) et ceux de Québec solidaire (indépendantiste), autant en termes de politiques économiques que sur les sujets identitaires relevant de la laïcité et de l'immigration. Ces sympathies qui transpercent les chambres parlementaires et l'ancienne muraille de la question constitutionnelle suffisent déjà pour rappeler que le fossé de l'indépendance du Québec n'est plus si ardu à enjamber pour la classe politique.

Surtout en matière de laïcité, ces nouveaux clivages qui s'érigent aux dépens de l'ancien ont été traités abondamment dans la littérature¹⁸ et on comprendra pourquoi ils rebondissent dans plusieurs des textes rassemblés dans ce numéro.

Figure 5. Documents contenant *laïcité* et *multiculturalisme*



Source : 25 périodiques québécois, voir les listes A et B en annexe.

Quelle innovation lexicale permet de mieux faire apparaître le clivage identitaire qui a émergé de 2007 à 2021 que ce nouveau contraste qu'est la *laïcité québécoise* s'opposant au *multiculturalisme canadien*? Comme l'illustre la **Figure 5**, on ne retrouvait en effet aucune occurrence de cet antagonisme dans le Québec de l'an 2000, alors qu'on en comptait 300 en 2019. Si la critique nationaliste du régime fédéral (qu'on connaissait par ses thèmes dominants comme le déséquilibre fiscal et le refus de reconnaître

le principe de société distincte) est en perte de vitesse, la critique du multiculturalisme canadien en est-elle le nouveau nom ? C'est en effet parfois le cas¹⁹. Or, en se référant au critique le plus connu de cette idée, le multiculturalisme serait plutôt une idéologie²⁰, voire un virus²¹, c'est-à-dire un enchevêtrement complexe d'idées et de valeurs qui habite la tête des gens, dont celles de plusieurs Québécois, Français, Canadiens, Britanniques, etc. Ainsi, s'il existe bel et bien un multiculturalisme officiel, fait de lois, de budgets ministériels, de conventions et de jurisprudence – le tout ancré dans l'État canadien –, cette critique est un angle mineur des débats québécois sur le sujet. Cette controverse majeure évoluant à l'aide du mot-clé qu'est la laïcité qui s'étire sur plus d'une décennie se présente bien mieux sous la forme d'un débat de société généralisé que l'on peut résumer avec une question large : faut-il aller plus loin dans la reconnaissance de la diversité ?

Le développement de cette nouvelle ligne de fracture permet de mettre à jour l'évolution des polarités politiques dominantes du Québec sur le temps long. Dans l'histoire parlementaire québécoise qui débute en 1792, le premier clivage observable fut, à partir de 1806, celui opposant le Parti *canadien* (devenu Patriote) à celui des *Anglais*²² (ou celui du *Roi* ou de la *Reine*, ou des *Bureaucrates*). Sans qu'elle soit entièrement différente, cette première longue rivalité sera remplacée à partir de l'Acte d'Union par celle des *rouges* et des *bleus*²³. Une rivalité qui se cristallisera plus tard à l'aide des noms des partis qu'ils seront devenus, c'est-à-dire celle des *libéraux* et des *conservateurs* une fois la Confédération canadienne mise sur pied en 1867. Au Québec, ce deuxième clivage cédera le pas, durant les années 1970, à la dyade fédéralistes-souverainistes²⁴. Ainsi, au début du XXI^e siècle, en départageant les forces vives en deux camps ayant pour grand thème la diversité, il devient tentant de présenter cette toute dernière rivalité comme la nouvelle déclinaison québécoise de l'opposition entre conservateurs et libéraux.

Si l'opposition gauche-droite est effectivement née en France²⁵, l'idée d'interdire des signes religieux au nom de la laïcité représente aussi une importation idéelle en provenance de la République française, car l'examen de la production littéraire et académique est sans équivoque sur le sujet²⁶ : interdire les signes religieux aux représentants de l'État au nom de la laïcité était un impensé politique jusqu'à la fin du XX^e siècle. Si un débat a bel et bien eu lieu à l'égard des signes religieux au sein du clergé catholique dans la période du décret *Perfectae Caritatis* en 1965 menant à la fin du costume clérical obligatoire, celui-ci ne traitait pas des signes des employés de l'État et encore moins des usagers ou des élèves fréquentant les institutions publiques²⁷.

L'idée d'interdire les symboles religieux dans les institutions publiques est beaucoup plus tardive. On en retrouve que quelques rares et

prudentes occurrences pour la première fois²⁸ lors des débats entourant le rapport Proulx de 1995 à 1999. Même Christian Rioux, correspondant à Paris pour *Le Devoir*, s'opposait en 2003 à l'interdiction des signes ostensibles, dont le voile, à l'école publique française²⁹. Ces informations peuvent surprendre, mais aucun document des archives des groupes *laïcisant* des années 1960 n'a fait référence à une telle idée, qu'il s'agisse du MLLF ou des revues (*Liberté*, *Parti pris*, *Cité libre* et *Maintenant*). Tous ces groupes, même à *Parti pris*, se trouvaient plutôt traversés par l'esprit du personnelisme qui demandait qu'on laisse les croyants agencer eux-mêmes leur foi et leurs pratiques. C'est dans cet esprit que Charles Taylor écrivait en 1963 un texte intitulé «L'État et la laïcité» dans lequel il posait comme principale condition à la laïcité le respect des libertés individuelles³⁰. Les traces du passé québécois des années 1960 sont claires : la laïcité qui était revendiquée à l'époque était libérale, voire personneliste, et l'idée de limiter les libertés au nom de la neutralité n'était pas dans l'air du temps.

La situation est la même à propos de l'égalité des sexes ou du féminisme. Là aussi aucun acteur ou groupe des années 1960 ne liait la laïcité et la situation des femmes³¹. La non-synchronisation de ces deux thèmes peut être surprenante, mais elle s'explique facilement. Le féminisme québécois ne s'organisera en tant que mouvement social important qu'à partir des années 1970, c'est-à-dire, à une époque où le décor de la commission Parent est disparu, effacé qu'il sera par les revendications de la «deuxième vague» du féminisme et par un nouveau thème bien québécois, celui de l'indépendance. Pour ce qui est des principaux foyers laïcisant durant les années 1960 évoqués ci-devant, ces espaces étaient essentiellement masculins et ne se sont pas démarqués par leurs propos féministes durant cette période³².

Si l'influence des références, idées et concepts américains, surtout en matière d'antiracisme et d'anticolonialisme, ne fait aucun doute dans les débats québécois du début du XXI^e siècle, le transfert d'idées et d'éléments de langages provenant de l'Hexagone mérite aussi d'être souligné, surtout en matière de laïcité au Québec. Le tout permettant de souligner une fois de plus qu'une géopolitique des idées se déploie sur le territoire québécois par l'entremise du débat sur la laïcité³³.

Les contributions à ce numéro

Des penseurs républicains, nationalistes et conservateurs au XXI^e siècle

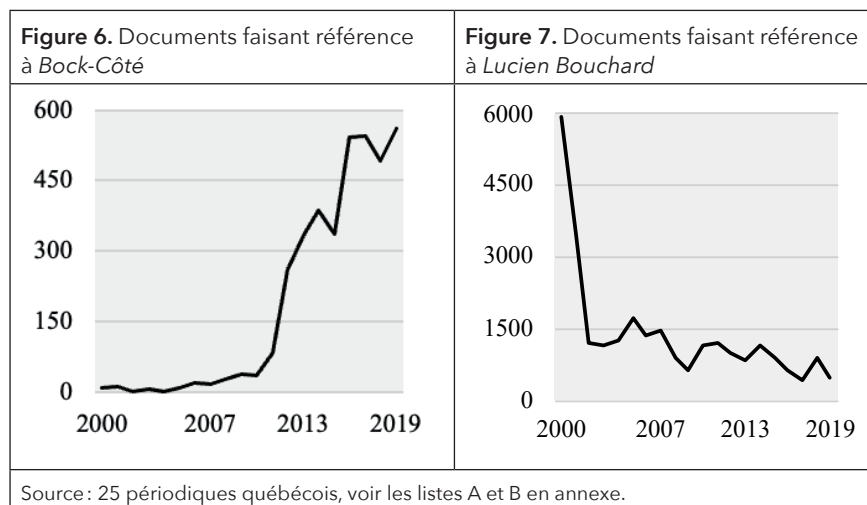
Pour reprendre une expression plusieurs fois employée ailleurs, la laïcité au Québec est bien devenue ce mot qui nous divise le plus. Néanmoins, on aurait tort de placer tous les défenseurs de la charte des valeurs et de la loi 21 dans le même panier. On retrouve au sein de la coalition hétéroclite

défendant la Loi sur la laïcité de l'État (rassemblant des fédéralistes, des souverainistes, des féministes et des nationalistes) une plus petite famille de pensée, bien moins connue, car réservée à des intellectuels trouvant de l'inspiration dans le modèle républicain français. Décrits dans ce numéro par **Danic Parenteau**, les républicains du Québec sont effectivement intégrés dans la coalition de la loi 21 sans y adhérer entièrement³⁴. Car ceux qui aiment évoquer les Patriotes, la III^e République française et la loi de 1905, ne peuvent adhérer avec plein enthousiasme au projet de la CAQ qui ne cherche pas, malgré sa loi sur la laïcité, à faire progresser davantage la séparation de l'Église et de l'État en poussant plus loin l'interdiction des signes aux fonctionnaires et aux CPE, à abolir les privilèges fiscaux accordés aux institutions religieuses ou à limiter les accommodements raisonnables fondés sur des revendications religieuses³⁵. Malgré tout, cette famille de pensée républicaine en est bien une même si elle n'a jamais jusqu'ici réussi, c'est le moins qu'on puisse dire, à devenir une force politique opérationnelle depuis deux siècles³⁶.

Sur un autre registre, la CAQ est-elle une nouvelle Union Nationale? C'est la question que posent **Frédéric Boily** et **André Lecours** dans les pages de ce numéro. Déjà en 2014, avant de faire l'expérience du pouvoir sous sa nouvelle bannière, François Legault ne rejetait pas la filiation avec le parti de Daniel Johnson père³⁷. Réitéré depuis, lors d'interventions publiques³⁸, ce lien revendiqué d'héritage politique s'est aussi accompagné de références à Maurice Duplessis, qui, selon François Legault, ne devraient pas être aussi sulfureuses lorsqu'on les évoque – un point de vue défendu également par le président de la commission de la relève de la CAQ³⁹. Cela nous mène à une autre question encore plus pertinente à poser: la CAQ signe-t-elle le retour d'un conservatisme normalisé en politique québécoise, c'est-à-dire d'une catégorie qui ne serait plus une étiquette infamante, car revendiquée? La réponse à cette question est plus intéressante qu'elle ne le laisse paraître et demande de procéder en deux volets.

Premièrement, il est devenu évident depuis la controverse des accommodements raisonnables survenue en 2006 et la montée du clivage identitaire que de plus en plus d'intellectuels québécois se présentent publiquement à l'aide de ce terme. Une courte liste non exhaustive des personnalités les plus connues permet de saisir l'évolution sémantique qui s'opère depuis le début de notre siècle au sujet de cette étiquette: Mathieu Bock-Côté⁴⁰, Éric Bédard⁴¹, Simon-Pierre Savard-Tremblay⁴², Joseph Facal⁴³, Jacques Beauchemin⁴⁴ et Bernard Émond⁴⁵. Comment expliquer aussi le retour de Lionel Groulx en tant que référence intellectuelle⁴⁶ autrement que par l'installation d'un pôle conservateur proprement québécois au XXI^e siècle? Voilà ce chanoine, mort en 1967, ressorti des archives, parlant à la nouvelle génération des vivants alors que de jeunes essayistes se réclament désormais ouvertement du conservatisme⁴⁷. Également, le monde

de l'édition n'est pas en reste. Entre 2010 et 2021, il s'est écrit plus de livres sur Duplessis (7 monographies) que sur Robert Bourassa (5) et presque autant que sur René Lévesque (8), alors que ce dernier est doté d'une fondation dont le but est d'encourager la production de connaissances à son sujet.



Enfin, il faut bien reconnaître que la popularité du *Journal de Montréal*, mais aussi celle de l'intellectuel le plus polarisant de ce début de siècle, suffisent pour prouver que le conservatisme politique n'est pas à l'article de la mort⁴⁸. Comme le montrent les **Figures 6 et 7**, Mathieu Bock-Côté est bien le seul indépendantiste dont la marque publique suit une croissance exponentielle sur plus d'une décennie. Il faudra un jour étudier, à l'aide de mesures bibliométriques et de la généalogie lexicale, le rôle joué par cet intellectuel entrepreneur dans le renouvellement du conservatisme au Québec, autant auprès de ses cadets que de ses aînés. Seul Québécois francophone à avoir exercé une réelle influence en France en un siècle, Mathieu Bock-Côté est-il en train de brancher sur lui des pans du milieu intellectuel français, comme il a réussi à le faire au Québec jusqu'ici à *L'Action nationale* d'abord et au *Journal de Montréal* ensuite ? Si bien des universitaires ont cherché à ne pas lui accorder d'importance en évitant de se référer à lui, il faut bien reconnaître l'échec de cette stratégie sur plus d'une décennie. L'homme est bel et bien entré dans l'histoire et le Lionel Groulx de notre époque n'en est qu'au mitan de la vie. Les capacités de travail et de réseautage de l'homme méritent qu'on s'y penche.

Deuxièmement, il faut reconnaître que si le qualificatif *conservateur* et son univers symbolique sont de retour, il s'agit d'un conservatisme bien

québécois ; l'on trouvera vraiment peu de liens significatifs avec le conservatisme américain, albertain, même français. Cette constellation conservatrice en reconstruction a comme étoile polaire un certain Fernand Dumont, défenseur d'un certain conservatisme culturel en effet dans ses dernières œuvres⁴⁹, mais aussi attaché à la générosité des programmes sociaux. Outre deux exceptions⁵⁰, on ne détecte pas chez ces « nouveaux » conservateurs contemporains de réelle critique des politiques sociales du Québec, mais on peut bel et bien constater de véritables attaques en bonne et due forme aux idées ultra et néolibérales⁵¹. Cet alliage entre la défense d'un État fort et d'une identité héritée du passé peut être compris facilement comme *gaullisme* québécois et n'exige ni de déformer le sens de ce terme ni la réalité qu'il exprime. Ailleurs sur terre, la conjugaison entre conservatisme et social-démocratie pourrait sembler contre nature ; or, elle s'impose ici et révèle l'originalité historique sur laquelle repose cette perspective telle que des gens, des hommes pour la plupart, cherchent à l'actualiser. Néanmoins, un autre élément de réponse renferme tout ce qu'il faut pour brouiller la présente analyse. Car, il faut bien poser la question : les étiquettes politiques deviennent-elles anachroniques sur le temps long ? Entre les anarchistes poseurs de bombes, commandant l'assassinat de monarques et de présidents au XIX^e siècle, et ceux d'aujourd'hui qui parlent de *squat*, de *food-diving*, de coopératives d'habitation, d'alimentation biologique et locale, parlons-nous d'un ou de plusieurs peuples qui utiliseraient le même terme pour se décrire malgré le siècle qui les sépare ? Si toute la bagatelle des idéologies que l'on connaît – l'anarchisme, le socialisme, le féminisme, le libéralisme – évolue effectivement avec le temps, n'en serait-il pas ainsi également du conservatisme et surtout de ceux qui l'animent ? La réponse est d'une évidence scolaire : les conservateurs aussi évoluent et cela inclut ceux du Québec. Comment ont-ils évolué ? Voilà la question qui règne au-dessus de toutes les autres à propos de cette sensibilité conservatrice qui émerge dans le Québec du début du millénaire. Si la critique de l'immigration est une constante du conservatisme québécois et canadien-français d'Henri Bourassa jusqu'à Camille Laurin, en passant par Lionel Groulx, qu'en est-il des autres sujets ? Il est en effet renversant de formuler les choses ainsi, mais les penseurs conservateurs québécois du XXI^e siècle sont en effet devenus des *militants laïcs* et une de leurs principales justifications pour restreindre la liberté religieuse est de protéger l'égalité des sexes contre des religions patriarcales⁵². Qui de l'Union nationale, de la société Saint-Jean-Baptiste et de la revue *L'Action nationale* aurait osé défendre la neutralité religieuse durant les années 1950 et 1960 ou, selon le vocabulaire de l'époque, les « écoles neutres » pour tous ? La chose leur aurait valu l'expulsion de ces mouvements sans plus de considération. Lors de ces décennies, qui, aussi, aurait défendu la laïcisation des institutions contre l'emprise des religions au nom de l'émancipation des

femmes : la droite intellectuelle⁵³ ou leurs adversaires⁵⁴ ? On voit bien, il y a renversement historique de perspective sur ce sujet.

L'animosité qui régnait entre les forces laïcisantes et l'élite intellectuelle conservatrice des années 1960 ne saurait être mieux illustrée que par les récriminations que réservaient François-Albert Anger, alors rédacteur en chef de *L'Action nationale*, sous une rubrique intitulée « Scandales de laïcité », au militant du Mouvement laïc de langue française et socialiste qu'était Marcel Rioux lorsque ce dernier proposait de déconfessionnaliser l'éducation au Québec en 1961 : « Si un élève me remettait un devoir pareil [disait-il] [...] je lui collerais la note "C", qui signifierait "médiocre"⁵⁵. »

Plutôt que de parler de confusion idéologique ou d'opportunisme, il est plus adéquat d'expliquer ce renversement argumentaire en se plaçant dans la perspective des nationalistes empreints d'un certain conservatisme culturel qui se rangent derrière une conception non libérale de la laïcité de 2007 à 2021 afin de résister aux transformations que produisent les flux démographiques issus de l'immigration. Le but étant de préserver les mœurs sécularisées et la culture publique du Québec qui en découle contre l'influence des pratiques orthodoxes de certains nouveaux résidents. S'il y a bien renversement historique quant aux moyens défendus, on doit reconnaître aussi la continuité de l'objectif qui est pour eux de résister aux transformations accélérées de leur époque.

Cette mutation cache l'un des rares sujets que l'on doit ajouter à la courte liste des basculements politiques québécois et canadiens. Après la question du libre-échange, qui était le thème fort des libéraux au début du XX^e siècle avant d'être récupéré par les conservateurs-progressistes durant les années 1980-90, et celle de l'antifédéralisme du Parti libéral à ses débuts⁵⁶, avant qu'il ne devienne le parti naturel de la fédération canadienne, il faut maintenant ajouter la question de la sécularisation des mœurs et de la *laïcité*, contre lesquelles les conservateurs québécois se levaient durant les années 1950 et 1960 et qu'ils défendent au siècle suivant.

Néanmoins, cette famille de pensée est loin d'être la seule qui laisse voir une évolution sensible de ses positions depuis le XXI^e siècle.

Antiracisme, décolonisation et environnement : une nouvelle gauche qui change de ton

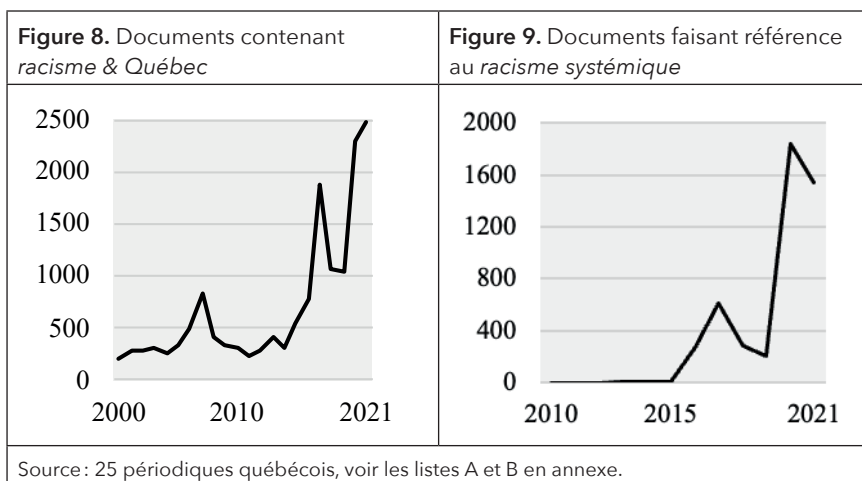
Détaillée avec précision par **Andrea Levy** dans ce numéro, la nouvelle cartographie de la gauche – ses causes, ses foyers intellectuels et moments phares – n'autorise aucune ambiguïté quant au changement de ton qu'elle laisse entendre à ses contemporains du début du XXI^e siècle. Si la gauche québécoise continue de chercher à être la porte-parole des exploités, des défavorisés et autres exclus de son époque, ceux-là n'ont plus la même morphologie qu'au siècle précédent. Bien que le concept de gauche identitaire⁵⁷ fasse polémique, il faut reconnaître qu'il ne repose pas sur une

affabulation, car les profils que cherchent à embrasser la gauche émergente du XXI^e siècle rassemblent une collection d'identités disparates : immigrants, réfugiés, Autochtones, personnes racisées ou avec handicap, minorités religieuses, individus LGBTQ2+. Toutes ces déclinaisons ont pour principal point commun de ne pas pouvoir former une majorité. Cela explique donc pourquoi ces groupes parlent principalement le langage de chartes de droits plutôt que celui de la suprématie parlementaire.

Dans une même société, qui nierait que les faibles ne changent pas de tête, de couleur, de langue et même de religion avec les époques ? Ainsi la nouvelle gauche antiraciste et décoloniale telle qu'elle est apparue depuis les années 1960 a progressivement abandonné le glossaire marxiste et ne traite plus du *prolétaire exploité* en usine par son *propriétaire bourgeois*, mais elle demeure cohérente néanmoins avec son histoire en se portant à la défense de ceux et de celles qui sont pris au bas des rapports de force.

Comme pour les nationalistes, la gauche québécoise du début du XXI^e siècle n'est pas vide de surprise pour ceux qui s'y intéressent depuis longtemps. Il vaut mieux parler en effet pour les premiers vingt ans de ce siècle d'une *nouvelle-nouvelle* gauche qui s'est séparée de l'*ancienne*, elle qui est demeurée intégrée à ce qu'il reste de la coalition indépendantiste formée autrefois par le Parti Québécois durant les années 1970 et 1980.

En effet, en une vingtaine d'années, le divorce est consommé entre l'ancienne aile gauche du Parti québécois qu'étaient surtout les *Syndicalistes, progressistes pour un Québec libre*⁵⁸ rassemblés autour du périodique *L'Aut'journal* qui continue de revendiquer des liens avec Fanon⁵⁹ et Memmi⁶⁰ et Québec solidaire. D'anciens héros de la gauche indépendantiste ne sont pratiquement jamais mobilisés par cette deuxième famille de gauche. Qui de Pierre Bourgault, André d'Allemagne, Andrée Ferretti, Pierre Vallières, Hubert Aquin, Charles Gagnon et même Pierre Farlardeau, trouve des sympathisants parmi les jeunes membres de Québec solidaire ? Dans toutes les archives du site de Québec solidaire, consulté en mars 2022, on ne retrouvait qu'une citation de Pierre Bourgault et une mention à l'œuvre Pierre Farlardeau, les deux de la part d'Amir Khadir en 2009, alors que le parti n'avait qu'un seul élu et peu de membres.



L'explosion et le renouvellement du vocabulaire antiraciste, comme en témoignent les **Figures 8 et 9** souligne qu'un anticolonialisme 2.0 est bien apparu au XXI^e siècle. Il s'est débranché des thèses du RIN et de *Parti pris*, le tout au profit de la théorie décoloniale et antiraciste des auteurs anglophones américains. Le livre des idées anticoloniales au Québec compte désormais trois chapitres bien garnis et écrits lors de trois siècles différents. Après le premier ayant opposé les Patriotes à la métropole londonienne, le second chapitre parlait dans les années 1960-70 de la décolonisation d'une majorité francophone aliénée par son régime fédéral; enfin, le tout dernier qui s'écrit sous nos yeux renverse désormais la formule et raconte l'histoire de l'aliénation des minorités québécoises contre cette même majorité, le tout en appelant la constitution canadienne non ratifiée en 1982 par le Québec à la rescousse.

Emilie Nicolas, qui s'est fait connaître aux côtés de Dalila Awada comme opposante à la Charte des valeurs en 2013-2014 en créant l'association *Québec inclusif*, est devenue en dix ans une figure de proue de la pensée antiraciste au Québec. Ses angles d'interventions illustrent bien la rupture entre les deux vagues historiques anticoloniales du Québec⁶¹, elle qui refuse les comparaisons entre les Noirs américains et les Canadiens français des années 1960 avancés par Pierre Vallières⁶², en plus de présenter les paroles du poème *Speak White* comme « de fausses équivalences [qui] banalisaient la souffrance » de ses ancêtres noirs antillais⁶³.

Au-delà de cette nouvelle tranchée autrefois unimaginable même pour les socialistes révolutionnaires les plus ambitieux, il ne faudra pas argumenter longtemps pour reconnaître que c'est bien au sein de la gauche que se sont le plus développées les idées environnementales et écologistes. À ce titre, au rythme où la crise environnementale ira en s'accroissant, les autres idéologies politiques n'auront que du rattrapage devant eux à l'ho-

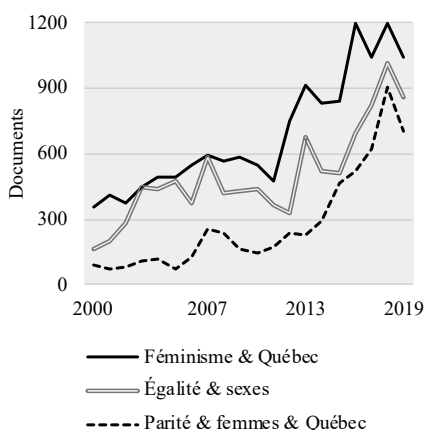
rizon en plus des regrets de ne pas avoir approfondi le sujet plus tôt. Si les super-facteurs internationaux ont un effet déterminant à long terme sur la concurrence entre les groupes politiques, en voilà définitivement un, et à ce titre, les contributions de cette cartographie sont claires : l'avant-garde environnementale au Québec campe bien à gauche et depuis longtemps.

Un féminisme québécois plus populaire et diversifié que jamais

Contrairement aux troupes indépendantistes qui accusent un sérieux problème de renouvellement de leur base, la chose est tout autre pour les causes des femmes. Alors que les militantes pour l'égalité des sexes des années 1990 parlaient d'un ressac ou d'un *backlash* antiféministe⁶⁴, quel serait le mot approprié pour qualifier les premiers vingt ans du féminisme québécois au XXI^e siècle : torrent, raz-de-marée, contagion ? Même la revue *Liberté* et, dans une moindre mesure, *Le Devoir* qui avaient toujours laissé une place plutôt mince aux propos frontalement féministes pendant cinquante ans en sont devenus de hauts lieux. Dans les universités, la popularité des programmes d'études féministes, des femmes ou du genre⁶⁵ et la quantité de nouveaux postes de professeures spécialisées en ces matières démontrent facilement que le féminisme québécois traverse tout sauf un temps mort depuis le début du XXI^e siècle.

Ce renouvellement du féminisme québécois et ses nouveaux sujets étudiés par **Geneviève Pagé** et **Priscyll Anctil Avoine** dans ce numéro nous montrent que l'arbre plus que centenaire du féminisme québécois continue de se développer en taille et en orientations.

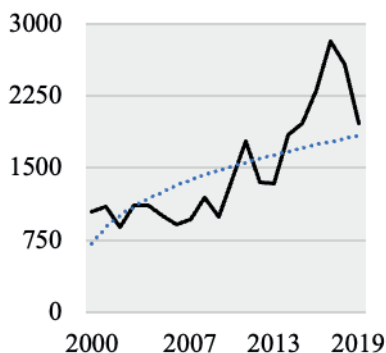
Figure 10. Vocabulaire et causes féministes



Source : 25 périodiques québécois, voir les listes A et B en annexe.

Comme le résume la **Figure 10**, tous les indicateurs lexicaux, les anciens comme les nouveaux, sont à la hausse, qu'il s'agisse du féminisme, de l'égalité des sexes ou de la parité des genres au Québec. Dans les périodiques retenus pour la présente recherche, la société québécoise a vu quadrupler sinon quintupler l'utilisation des termes forts du féminisme dans le langage commun. Même de nouveaux concepts (l'écriture inclusive, l'intersectionnalité, les idées queers), réservés pendant deux décennies aux cercles universitaires quasi confidentiels, débordent des enceintes académiques. Que dire aussi de ce tsunami mondial que fut #MoiAussi qui remet sur la table les enjeux d'abus sexuels déjà décriés au siècle précédent en lui donnant une ampleur inédite telle qu'on la connaît aujourd'hui.

Figure 11. Documents contenant les termes *agression(s)* et *sexuelle(s)*



Source : 25 périodiques québécois, voir les listes A et B en annexe.

Les Autochtones d'aujourd'hui parlent du présent et du passé au nom de leur avenir

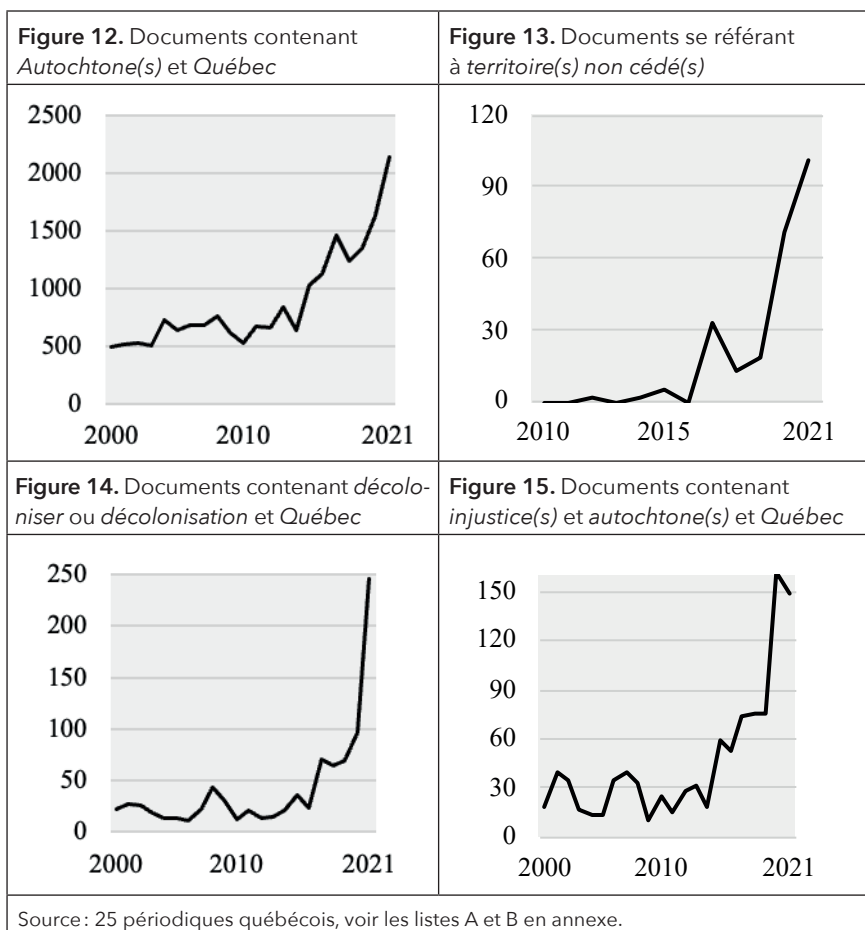
Idle No More, oléoducs, pensionnats, Joyce Echaquan – une liste de sujets dramatiques montre que les thèmes et enjeux autochtones sont propulsés toujours plus brutalement à l'avant-scène par le souffle de ce début de siècle. Au parlement, dans la presse, à l'université, l'importance que l'on accorde désormais aux voix autochtones permet, par le fait même, d'ajouter un éclairage critique sur la mémoire des Québécois et Canadiens. Ce que nous continuons à découvrir sur l'histoire autochtone nous oblige à revoir des pans importants des récits collectifs afin d'en faire ressortir les parts d'ombre. Par exemple, bien des travaux historiographiques évoquent l'édification progressive de la neutralité religieuse depuis l'Acte de Québec en 1774. Si cette neutralité religieuse a effectivement favorisé la tolérance envers les catholiques et plus tard au XIX^e siècle envers les

Juifs et d'autres minorités religieuses, la situation était toute autre pour les cultes et spiritualités autochtones qui ont été proscrits dans les institutions d'enseignement à partir du milieu du XIX^e siècle⁶⁶. L'histoire de la laïcité canadienne et québécoise doit en conséquence de ces faits, être actualisée afin d'intégrer la non-neutralité religieuse de l'État envers les peuples autochtones, au moins jusqu'aux années 1930⁶⁷ sinon jusqu'aux années 1960⁶⁸.

Même le récit des Trente Glorieuses, reposant sur une croissance économique généreuse pour les populations, doit être revu, car les Autochtones vivaient encore à l'époque leur moment Durhamien⁶⁹ où l'État canadien souhaitait encore, à l'aide d'un rapport connu sous le nom du *Livre blanc*⁷⁰, les assimiler à la société globale canadienne. Ce tiers-monde intérieur⁷¹ persistait et s'élargissait dans les réserves tout comme pour les exilés dans les villes qui composent les diasporas autochtones au pays.

Tous ceux qui sont le moins familiers avec le vocabulaire des nationalistes québécois ont raison de ressentir une impression de déjà-vu. Les critiques les plus fortes des années 1960-70 épousent bien les contours des revendications autochtones contemporaines: retard économique, déséquilibre fiscal, quête d'autonomie, souveraineté⁷², critique du fédéralisme⁷³ et du multiculturalisme⁷⁴. Par la grande porte des médias de masse, un nationalisme nouveau genre a fait son entrée dans l'histoire des luttes politiques québécoises au XXI^e siècle. Il est autochtone, se décline de onze façons et, de plus, ne se laisse pas enfermer par les frontières sur lesquelles la loi repose autour de lui.

S'il est toujours bien vu de rappeler que les cultures autochtones sont en mesure de nous apprendre tant de nouvelles façons de parler des saisons, de la géographie et de la nature, les Autochtones pourraient aussi nous apprendre de nouvelles façons de concevoir le pouvoir, comme le résumait **Nicolas Renaud** et **Daniel Salée** dans ce numéro. Intégrée pour la première fois dans une cartographie des idéologies québécoises, la pensée politique autochtone est bien plus profonde et enracinée qu'on ne se l' imagine. Néanmoins, malgré la quantité de thèmes qui souvent prennent la forme de crises humanitaires (sous-éducation, suicides, nonaccès à l'eau potable, enfants massivement retirés de leurs familles, habitations surpeuplées, toxicomanie, femmes tuées ou disparues), les revendications autochtones se rattachent à un même dénominateur commun: l'autodétermination; un terme qui pourtant ne sonne pas étranger aux oreilles des nationalistes québécois, eux qui l'ont réclamé depuis un demi-siècle par de constants coups de bélier aux portes du parlement fédéral et des institutions internationales.

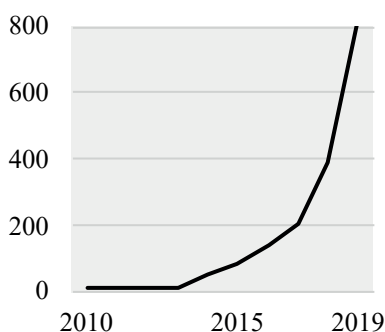


Comme nous en convainquent les courbes des **Figures 12 à 15**, l'essor du vocabulaire, des causes et revendications autochtones dans le langage commun de Québécois est exponentiel. Des termes comme « décolonisation », « territoire non cédé », « autochtones », « injustices » et leurs variantes orthographiques mettent en relief la transformation des sensibilités politiques des francophones québécois pour ces autres minorités historiques, culturelles et linguistiques que sont les Autochtones. Les nationalismes québécois et autochtones iront-ils en se rapprochant ou en s'antagonisant ? Il faudra attendre une prochaine cartographie pour répondre de manière satisfaisante à cette question cruciale. Une chose est néanmoins certaine, la vitesse d'écriture de ce chapitre a de quoi donner le vertige, non seulement parce qu'il s'écrit en accéléré, mais aussi parce que ce « nouveau » chapitre est aussi le plus ancien de l'histoire québécoise.

Les nouveaux trouble-fêtes antispécistes

Loin d'être une simple préférence de consommation, le véganisme se présente désormais comme l'idéologie la plus subversive de notre époque. En exigeant d'étendre les droits et libertés au-delà des juridictions humaines, ce projet de civilisation cherche à renverser la table sur laquelle se sont installés des siècles de principes moraux, économiques et politiques. Comme l'avaient fait les anarchistes au XIX^e siècle, le véganisme – qui place sur un pied d'égalité tous les êtres sensibles – a réussi un réel tour de force dans les discussions qui nous entourent. Qu'on soit d'accord ou non avec ses principes, tous se sentent désormais obligés de se positionner par rapport à lui. C'est ce qu'on appelle redéfinir le champ de la réflexion. Ce nouvel égalitarisme radical du XXI^e siècle, qui a réussi à réaménager le décor des discussions morales, a un nouveau visage et c'est un visage animal.

Figure 16. Documents contenant végan(es) ou véganisme



Source : 25 périodiques québécois, voir les listes A et B en annexe.

Le développement fulgurant du mouvement animaliste québécois, illustré par la **Figure 16** et surtout démontré dans les pages qui suivent par **Virginie Simoneau-Gilbert**, n'est qu'un prélude à des décennies d'offensives politiques que nous réservent ces nouveaux militants, qui sont principalement des militantes. En effet, le véganisme, terme auquel il faut préférer l'antispécisme pour ses dimensions politiques, n'en est qu'à ses débuts. Au-delà de l'abolition de la souffrance, le but ultime de ce nouvel anti-esclavagisme contemporain étant d'opérer une véritable révolution anthropologique où la souveraineté du monde humain n'empiéterait plus sur la souveraineté du règne animal⁷⁵. Les débats de cantines qui sont les nôtres promettent de durer. Ces troubles-buffets ont placé leur haro sur le libéralisme agroalimentaire au nom de la liberté des animaux.

La marque libertarienne a réussi son entrée sur le marché québécois

Si **Thomas Laberge** a théoriquement raison de distinguer la pensée libertarienne du courant plus large que rassemblent les idées néolibérales, il reste que chaque fois que les principes du néolibéralisme progressent au Québec ou ailleurs (concurrence, tarification des services publics, privatisation), ceux qui se réclament de la pensée libertarienne en redemandent.

Bien qu'elle soit très locale, l'histoire des libertariens, tel qu'on peut la lire dans ce numéro, ressemble bien à une histoire à succès capable de nous en apprendre sur la naissance, le développement et la maturation d'une famille de pensée en société. En effet, un minuscule groupe composé d'une poignée de fondamentaliste de la liberté à l'américaine, tous alors inconnus, ont réussi en une vingtaine d'années à faire naître une tradition intellectuelle, à bâtir des foyers de diffusion et des organes de production de contenu, à déployer des réseaux à partir de rien, à entrer dans les partis politiques, à mener dans la durée une guerre gramscienne des idées dans l'espace médiatique et à recadrer une quantité de sujets de politiques publiques⁷⁶.

Ce cas d'école, qu'il fasse des heureux ou des mécontents, méritait qu'on procède à son analyse. Les libertariens ont désormais une ambassade, l'Institut économique de Montréal, un corpus littéraire bien garni, leurs entrées dans les médias, surtout à Québecor, et des vedettes politiques comme Éric Duhaime et Maxime Bernier. L'expansion de la constellation néolibérale obligeait la présente tentative de cartographie des idéologies à accorder une attention amplement justifiée aux libertariens.

L'extrême droite québécoise au temps du numérique

N'est-ce pas Karl Marx⁷⁷ qui a dit en premier qu'un changement des moyens de production entraînait par ricochet un changement dans la société? Il se trouve donc que les géants du capitalisme numérique que l'on connaît sont les causes principales de l'émergence locale et internationale des nouvelles mouvances d'extrême droite.

Si, au Québec, le système parlementaire britannique a barré la route à la présence des partis d'extrême droite et d'extrême gauche dans les chambres des élus, les médias traditionnels et leurs lignes éditoriales ont tenu un rôle similaire jusqu'à la fin du XX^e siècle en filtrant ceux qui pouvaient jouir de leurs tribunes pour s'exprimer. En permettant à tous de s'adresser aux masses sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'autorisation d'une salle de nouvelles, les réseaux sociaux ont rendu caduques ces digues qui empêchaient jusqu'alors les discours extrêmes de pénétrer dans la conversation publique.

La concurrence restant ce qu'elle est, de plus en plus de médias traditionnels ont vu en ce nouveau magma permanent de commentaires que

sont les réseaux sociaux une ressource intarissable de controverses et de sujets polarisants. En plaçant la loupe sur le vivier des idéologies radicales qu'on appelle *far web*, les médias traditionnels ont-ils permis à l'extrême droite québécoise de gonfler ses rangs ou ont-ils simplement augmenté le volume du bruit de fond naturel que compose l'extrême droite dans pratiquement tous les pays? Quelle que soit la réponse à cette question, il ne fait plus de doute depuis l'année 2021 qu'Éric Duhaime profite plus que n'importe qui d'autre des mutations dans l'écosystème politique réaménagées par les médias sociaux et les canaux de communications des droites radicales déjà ouverts par Donald Trump et ses fidèles.

Comme discuté dans ce numéro par **Frédéric Nadeau**, si la pandémie a véritablement permis aux factions d'extrême droite de rebondir dans l'actualité, il est trop tôt pour savoir si Éric Duhaime doit être classé dans la catégorie des comètes passagères ou s'il est en voie de devenir un astre normal qui fera bel et bien son entrée dans le système planétaire des idéologies québécoises. Assisterons-nous à la réincarnation d'un Crédit social 2.0 sur la musique d'une interminable pandémie? Trop récente, la question ne relève en tout cas pas de la discipline historique.

De plus, les super événements que sont la COVID et la guerre en Ukraine obligent à mettre fin à ce premier cycle d'études du renouvellement des idéologies québécoises au début du XXI^e siècle. Les historiens et historiennes gagnent toujours à être en retard sur l'actualité. Métier oblige.

Annexe

Ci-dessous, classés par bases de données, les journaux, revues et sites web québécois retenus pour la compilation ainsi que leurs dates de début et de fin d'archives consultées.

Liste A. Journaux et sites web d'information archivés dans EUREKA

1. *L'Actualité* (2000-2021)
2. *Les Affaires* (2000-2021)
3. *Le Journal de Montréal* (2006-2021)
4. *Le Journal de Québec* (2006-2021)
5. *Journal Metro* (2002-2021)
6. *Le Lac St-Jean* (2004-2021)
7. *Protégez-vous* (2002-2021)
8. *Le Courrier de Laval* (2004-2021)
9. *L'Action* (Joliette) (2004-2021)
10. *L'Express Montcalm* (Joliette) (2004-2021)
11. Le Radiojournal de Radio-Canada (site web) (2001-2021)
12. Radio-Canada Nouvelles (site web) (2000-2021)

13. Radio-Canada, le Téléjournal (site web) (2000-2021)
14. *Le Quotidien* (2000-2020)
15. La Presse Canadienne (site web) (2000-2021)
16. Canada Newswire-français (site web) (2000-2021)

Liste B. Journaux archivés dans BAnQ et EUREKA

1. *Le Devoir* (BAnQ 1960-1999, EUREKA 2000-2021)
2. *La Presse* (BAnQ 1960-1999, EUREKA 2000-2017)
3. *La Presse +* (EUREKA 2016-2021)
4. *Le Soleil* (BAnQ 1960-1999, EUREKA 2000-2021)
5. *Le Nouvelliste* (BAnQ 1960-1999, EUREKA 2000-2021)
6. *La Tribune* (BAnQ 1960-1999, EUREKA 2000-2021)
7. *Le Progrès* (BAnQ 1960-1999, EUREKA 2000-2021)
8. *La Voix de l'Est* (BAnQ 1960-1999, EUREKA 2000-2021)
9. *Le Droit* (Gatineau-Ottawa) (BAnQ 1960-1999, EUREKA 2000-2021)

Liste C. Revues intellectuelles archivées dans BAnQ et sur Internet

1. *L'Action nationale* (BAnQ 1933-2013, Internet 2014-2021)
2. *Relations* (BAnQ 1941-2020)

Liste D. Revues savantes et culturelles archivées dans ERUDIT

1. *Cahiers des dix* (1960-2020)
2. *Les cahiers de droit* (1960-2021)
3. *Liberté* (1960-2020)
4. *Meta* (1960-2021)
5. *Recherches sociographiques* (1960-2021)
6. *Revue d'histoire de l'Amérique française* (1960-2021)

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Éric Duhaime, *La fin de l'homosexualité et le dernier gay*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 2017.
2. Isabelle Hachey, « Quand l'industrie du bien-être sombre dans le complotisme », *La Presse*, 23 janvier 2022.
3. Guillaume Lamy, *Laïcité et valeurs québécoises: les sources d'une controverse*, Montréal, Québec Amérique, 2015.
4. Guillaume Bourgault-Côté, « Large consensus autour de la protection du français », *Le Devoir*, 29 mars 2021.
5. Pour la présente démarche, il s'agit d'EUREKA pour les journaux et sites web d'informations de 2000 à 2021 et de BAnQ pour les années précédentes. Quant aux revues culturelles et savantes, elles sont accessibles dans ÉRUDIT de leur

fondation jusqu'en 2021. La liste des 34 périodiques retenus dans cette recherche peut être consultée en annexe.

6. Pour une analyse épistémologique du concept de clivage et de ses fondements sociologiques, voir Stefano Bartolini, « La formation des clivages », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12, n° 1, 2005, p. 9-34.
7. Daniel Baril, « Les préceptes religieux ne sont pas indiscutables », *Le Devoir*, 20 octobre 2000.
8. Solange Lefebvre, « La prière avant les assemblées municipales : la revanche des laïcs », *Le Devoir*, 20 mars 2000.
9. Raymond Gervais, « L'AQADER préconise un enseignement non confessionnel au Québec », *La Presse*, 5 avril 1977, p. 10.
10. Le rapport de la commission Proulx proposait 14 recommandations, dont celle d'aménager une laïcité ouverte dans le milieu scolaire. Ceci prendrait forme par l'accommodement des croyants dans les établissements publics, c'est-à-dire en permettant l'utilisation des locaux aux groupes de croyants qui en feraient la demande en dehors des heures de service, ainsi que l'introduction de services d'animation spirituelle. Le rapport Proulx qui demandait l'abolition des écoles publiques confessionnelles proposait en conséquence de remplacer les cours d'enseignement religieux par des cours de culture religieuse qui prendront place en 2008 sous la forme des cours Éthique et culture religieuse (ECR). Voir Jean-Pierre Proulx, *Laïcité et religions. Perspective nouvelle pour l'école québécoise. Rapport du groupe de travail sur la place de la religion à l'école*, Québec, ministère de l'Éducation, Québec, 1999.
11. Stéphanie Tremblay et Jacques Cherblanc, « Aux frontières de la nation : Les trois temps de la laïcité québécoise », *Studies in Religion/Sciences religieuses*, vol. 48, n° 4, 2019, p. 528-552 ; Stéphanie Tremblay, *École et religions : genèse du nouveau pari québécois (1996-2009)*, Montréal, Fides, 2010.
12. Fernand Dumont, « L'État, la gauche et la droite », *Socialisme, Revue du socialisme international et québécois*, n° 3-4, 1964, p. 31-37 ; Le collectif Parti pris, « Manifeste 64-65 », *Parti pris*, vol. 2, n° 1, 1964, p. 2-18.
13. Marie Sabourin, « Les valeurs syndicales. La maladie de la mort », *La vie en rose*, n° 14, 1983, p. 18-19 ; Lisa Binsse, « Offensive contre les droits de gérance, Gérald Larose : "La CSN n'est pas à terre" », *La Presse*, 27 mars 1985, p. B6.
14. Katheleen Lévesque, « La réingénierie inquiète les syndicats », *Le Devoir*, 1^{er} octobre 2003 ; Isabelle Fortier, « La "réingénierie de l'État", réforme québécoise inspirée du managérialisme », *Revue française d'administration publique*, n° 136, 2010, p. 803-820.
15. Jean-Marc Piotte, *ADQ : à droite, toute ! : le programme de l'ADQ expliqué*, Montréal, Hurtubise HMH, 2003.
16. Lucien Bouchard et coll., « Pour un Québec lucide », 19 octobre 2015 ; Omar Aktouf et coll., « Manifeste pour un Québec solidaire », 1^{er} novembre 2005.
17. Guillaume Lamy, « Think tanks et politiques publiques : la relation des élus avec l'IRIS et l'IEDM à l'Assemblée nationale du Québec », dans Jérôme Couture et Steve Jacob (dir.), *Démocratie et politiques publiques*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2019, p. 283-300 ; Guillaume Lamy, « Les think tanks au Québec : essor d'une industrie de recherche en territoire politique », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 28, n° 1, p. 185-204.

18. Luc Turgeon, Antoine Bilodeau, Stephen White et Alisa Henderson, « A Tale of Two Liberalisms ? Attitudes toward Minority Religious Symbols in Quebec and Canada », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 52, n° 2, 2019, p. 247-265 ; Rémi Ferland, « L'impact des minorités visibles sur l'appui à la Charte des valeurs et l'interdiction des signes religieux », *Revue canadienne de science politique*, vol. 51, n° 1, 2018, p. 23-59 ; Félix Mathieu et Guy Laforest, « Uncovering National Nexus's Representations: The Case of Québec », *Studies in Ethnicity and Nationalism*, vol. 16, n° 3, 2016, p. 378-400 ; Éric Bélanger et Jean-François Godbout, « Les clivages politiques et le système partisan du Québec au 21^e siècle », *Recherches sociographiques*, vol. 63, n° 1-2, p. 27-55 ; Philippe Dubois, Katryne Villeneuve-Siconnelly, Éric Montigny et Thierry Giasson, « Un grand éclatement ? Comprendre les réalignements et transformations de la vie politique québécoise », *Recherches sociographiques*, vol. 63, n° 1-2, p. 9-26.
19. Charles-Philippe Courtois, « La nation québécoise et la crise des accommodements raisonnables : bilan et perspectives », *Revue internationale d'études canadiennes*, n° 42, 2010, p. 283-306.
20. Mathieu Bock-Côté, *Le multiculturalisme comme religion politique*, Paris, Éditions du Cerf, 2016.
21. Mathieu Bock-Côté, *La Révolution raciale et autres virus idéologiques*, Paris, Presses de la Cité, 2021.
22. Gilles Laporte, *Patriotes et Loyalux : leadership régional et mobilisation politique en 1837 et 1838*, Québec, Septentrion, 2004, p. 16.
23. Jean-Paul Bernard, *Les Rouges : libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1971.
24. Marc Chevrier, *La République québécoise : hommages à une idée suspecte*, Montréal, Boréal, 2012, p. 278-279.
25. Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite : un débat sans frontière*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010.
26. Yvan Lamonde, *Émonder et sauver l'arbre : Maurice Blain, la laïcité et la transition intellectuelle après Borduas*, Montréal, Leméac, 2020 ; Martin Roy, *Une réforme dans la fidélité : la revue Maintenant (1962-1974) et la « mise à jour » du catholicisme québécois*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012 ; Yvan Lamonde, *L'heure de vérité : la laïcité québécoise à l'épreuve de l'histoire*, Montréal, Del Busso, 2010 ; Micheline Milot, *Laïcité dans le Nouveau Monde : le cas du Québec*, Turnhout, Brepols, 2002.
27. Emmanuel Bernier, « “Mes habits laïcs font tomber une barrière” : costume religieux et sécularisation au Québec durant les années 1960 et 1970 », *Études d'histoire religieuse*, vol. 88, n° 1-2, 2022, p. 39-61.
28. Agnès Gruda, « L'école à voile », *La Presse*, 19 septembre 1994.
29. Christian Rioux, « Les derniers hérétiques », *Le Devoir*, 25 avril 2003.
30. Charles Taylor, « L'État et la laïcité », *Cité libre*, vol. 14, n° 54, 1963, p. 3-6.
31. Caroline Jaquet, *Représentations féministes de « la religion » et de « la laïcité » au Québec (1960-2013) : reproductions et contestations des frontières identitaires*, Thèse de doctorat (science politique), Université du Québec à Montréal, 2017 ; Caroline Jaquet, « Déconstruire le mythe de la Révolution tranquille féministe et laïque », *Recherches féministes*, vol. 34, n° 2, 2022, p. 183-200.

32. Un fait qui leur sera d'ailleurs reproché à la revue *Liberté* avant qu'elle n'opère un virage en ce sens en 2018. Voir Marie-Andrée Bergeron, «Une étrange façon de reconduire l'absence», *Liberté*, n° 307, 2015, p. 38-40.
33. Guillaume Lamy, «Laïcité, demande identitaire et géopolitique des idées», *Options politiques*, 14 mai 2019.
34. Lucia Ferretti et François Rocher (dir.), *Les enjeux d'un Québec laïque*, Montréal, Del Busso, 2020.
35. Daniel Baril, «Enfin une loi sur la laïcité», *Le Devoir*, 30 mars 2019.
36. Marc Chevrier, *op. cit.*
37. Charles Lecavalier, «François Legault veut fédérer le vote nationaliste», *Le Journal de Montréal*, 10 avril 2014.
38. Vincent Larin, «François Legault veut plus de Québécois dans l'alignement du Canadien», *Le Journal de Montréal*, 10 octobre 2019.
39. Patrick Bellerose, «Legault n'a pas à rougir de la comparaison. C'est ce que croit le président des jeunes caquistes», *Le Journal de Montréal*, 18 septembre 2021.
40. Mathieu Bock-Côté, *Fin de cycle: aux origines du malaise politique québécois*, Montréal, Boréal, 2012.
41. Éric Bédard, «Être conservateur aujourd'hui», *L'Inconvénient*, n° 65, 2016, p. 24-26.
42. Simon-Pierre Savard-Tremblay, «Être conservateur en 2019. Qu'est-ce qu'être conservateur en 2019? Que signifie se réclamer du conservatisme?», *Le Journal de Montréal*, 2 mars 2019.
43. Joseph Facal, «Suis-je devenu conservateur... ou sage?», *Le Journal de Montréal*, 2 mars 2021.
44. Jacques Beauchemin, «Le conservatisme à la défense du monde commun», *Argument*, vol. 14, n° 1, 2011, p. 8-17.
45. Bernard Émond, *Camarade, ferme ton poste et autres textes*, Montréal, Lux Éditeur, 2017.
46. Charles-Philippe Courtois, *Lionel Groulx: le penseur le plus influent de l'histoire du Québec*, Montréal, les éditions de l'Homme, 2017.
47. Étienne-Alexandre Beauregard, *Le schisme identitaire: guerre culturelle et imaginaire québécois*, Montréal, Boréal, 2022. Pour une analyse de cette mouvance depuis les deux dernières décennies, voir Frédéric Boily, *Génération MBC: Mathieu Bock-Côté et les nouveaux intellectuels conservateurs*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2022.
48. Carl Vallée, «Le Québec serait-il plus conservateur qu'on ne le pense?», *L'Actualité*, 11 mars 2021.
49. Fernand Dumont, *Raisons communes*, Montréal, Boréal, 1995; *Une foi partagée*, Montréal, Bellarmin, 1996.
50. Ces deux exceptions concernent Mario Dumont et Joseph Facal qui ont insisté dans la durée pour revoir la générosité des programmes publics.
51. Par exemple: Mathieu Bock-Côté, «La droite dure, bête et méchante», *Le Journal de Montréal*, 31 mai 2017; Mathieu Bock-Côté, «Les libertariens: ces marxistes de droite», *Le Journal de Montréal*, 15 février 2013.
52. Robert Dutrisac, «Égalité hommes-femmes - Drainville veut contrer les reculs créés par les accommodements», *Le Devoir*, 13 octobre 2013.

53. Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007.
54. Geneviève Zubrzycki, *Jean-Baptiste décapité : nationalisme, religion et sécularisme au Québec*, Montréal, Boréal, 2020.
55. François-Albert Angers, « Scandale de laïcité », *L'Action nationale*, vol. 50, n° 9, 1961, p. 904-912.
56. Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Boréal, 2006.
57. Mark Lilla, *La gauche identitaire : l'Amérique en miettes*, Paris, Stock, 2018.
58. Marc Laviolette et Pierre Dubuc, *Le SPQ Libre et l'indépendance du Québec : dix ans de lutte au sein du Parti Québécois*, Montréal, Éditions du Renouveau québécois, 2013.
59. Pierre Dubuc, « Le racisme et la question nationale (2) », *L'aut'journal*, 17 octobre 2019.
60. Simon Rainville, « La revue est disparue mais le parti pris demeure », *L'aut'journal*, 2 novembre 2018.
61. Pour une analyse beaucoup plus approfondie de cette incompatibilité entre les penseurs décoloniaux des années 1960 et la nouvelle vague des voies anticoloniales du XXI^e siècle, consulter Frédérick Dufour, « Lamonde, la Brève histoire des idées au Québec et les défis d'une sociologie historique des processus de formation étatique, nationales et coloniales au Québec et au Canada », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 29, n° 1, 2020, p. 195-211.
62. Emilie Nicolas, « Comment te faire confiance avec cette arme sans me fatiguer », *Le Devoir*, 21 octobre 2020.
63. Emilie Nicolas, « Maître chez l'Autre. La naïveté originelle dont se réclame le Québécois nourrit-elle le déni d'un colonialisme bien de chez nous ? », *Liberté*, n° 326, 2020, p. 42-46.
64. Susan Faludi, *Backlash: The Undeclared War Against American Women*, New York, Crown Publishing Group, 1991.
65. Lisa-Marie Gervais, « Intérêt croissant pour les études féministes, même chez les hommes », *Le Devoir*, 3 mai 2018. On retrouve en effet, plusieurs certificats, mineures, BAC et DESS en études féministes, du genre ou des femmes dans les universités québécoises ainsi que plusieurs instituts de recherches féministes à l'UQAM, à Concordia et à l'Université d'Ottawa en 2021.
66. Yvan Lamonde, *L'heure de vérité : la laïcité québécoise à l'épreuve de l'histoire* ; Micheline Milot, *Laïcité dans le Nouveau Monde : le cas du Québec*, Turnhout (Belgique), Brepols, 2002.
67. Claude Gélinas, « L'État canadien et la répression des pratiques religieuses autochtones, 1884-1932 », dans Lorraine Derocher, Claude Gélinas, Sébastien Lebel-Grenier et Pierre C. Noël (dir.), *L'État canadien et la diversité culturelle et religieuse, 1800-1914*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, p. 93-116.
68. Marie-Pierre Bousquet et Karl S. Hele (dir.), *La blessure qui dormait à poings fermés : l'héritage des pensionnats autochtones au Québec*, Montréal, Recherches amérindiennes au Québec, 2019.
69. Félix Mathieu, *Les défis du pluralisme à l'ère des sociétés complexes*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2017, p. 187.

70. Jean Chrétien et Pierre Elliott Trudeau, *La politique indienne du gouvernement du Canada*, Ottawa, ministère des Affaires Indiennes et du Nord, 1969.
71. «Autochtones: des conditions de vie comparables au Tiers-Monde», Radio-Canada, 24 octobre 2005, ici.radio-canada.ca, consulté le 12 mars 2021.
72. Audrey Tremblay, «Un septième anniversaire pour la Déclaration de souveraineté des Atikamekw», *Le Nouvelliste*, 9 septembre 2021.
73. Alan C. Cairns, *Citizens Plus: Aboriginal Peoples and the Canadian State*, Vancouver, UBC Press, 2001.
74. Verna St. Denis, «Silencing Aboriginal Curricular Content and Perspectives Through Multiculturalism: “There Are Other Children Here” », *Review of Education, Pedagogy, and Cultural Studies*, vol. 33, n° 4, 2011, p. 306-317.
75. Sue Donaldson et Will Kymlicka, *Zoopolis: A Political Theory of Animal Rights*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
76. Marie-Odile Savard-Lecomte, *L'Institut économique de Montréal, un Think Tank influent sur la scène des idées au Québec*, Montréal, Université de Montréal, 2009.
77. Karl Marx, *L'idéologie allemande*, Paris, les Éditions sociales, 1970.